

# Show Me the Money

TÉMOIGNAGES FÉMINISTES SUR LE TRANSFERT DU  
POUVOIR ET DES RESSOURCES AUX MOUVEMENTS



Mise à jour du Processus/cadre de Redevabilité féministe

Mars 2024

# Une note sur la terminologie

Dans un souci d'accessibilité, nous nous sommes efforcées d'utiliser un langage clair tout au long de ce document en réduisant au minimum le jargon, le langage technique et les acronymes. Toutefois, certains termes sont inévitables. Voici une courte liste d'acronymes pour aider les lectrices à s'y retrouver dans certains des concepts présentés dans ce dossier.

- Forum Génération Égalité [GEF]
- Processus/cadre de redevabilité féministe [FAF]
- L'Organisation de coopération et de développement économiques [OCDE]
- Aide publique au développement [ODA]
- Comité d'aide au développement [DAC]
- Objectifs de développement durable [SDG]
- Organisations de la société civile [OSC] / organisations non gouvernementales [ONG]
- Organisation pour les droits des femmes [WRO]
- Défenseure des droits humains de la femme [WHRD]
- Justice et droits économiques [EJR]
- Violence basée sur le genre [GBV]
- Santé et droits sexuels et reproductifs [SRHR]
- Violence sexuelle basée sur le genre [SGBV]
- Personnes noires, autochtones et personnes de couleur [BIPOC]
- lesbiennes, gays, personnes bisexuelles, trans, queers, intersexuées, asexuelles [LGBTQIA+]

Autres termes de référence

- Adolescentes : personnes âgées de 10 à 19 ans<sup>1</sup>
- Jeunes : personnes âgées de 15 à 25 ans<sup>2</sup>

Ce document a été traduit en français, en espagnol et en portugais. Pour plus de renseignements sur ce travail, nous vous invitons à lire le [Processus/cadre de redevabilité féministe](#).

**«Écoutez-nous travailler sur le terrain. Nous devons discuter avec les donatrices, et espérer qu'elles nous comprendront.»**

- Chercheuse dans une ONG locale qui se concentre sur la SRHR au Cambodge

# I. Introduction

«Le financement offre la possibilité de s'asseoir à la table des négociations. Il vous permet d'être perçu comme un mouvement ou une organisation légitime. Dans le même temps [le manque] de financement constitue une barrière à l'entrée dans les espaces où l'on peut être considéré comme une organisation efficace. Le financement engendre donc le financement.»

- Leader d'une organisation de justice de genre travaillant en Asie du Sud et en Afrique

Les militantes féministes sont en première ligne pour faire progresser la justice en matière de genre. Pourtant, leurs priorités et leurs solutions sont souvent reléguées au second plan dans les agendas des donatrices. Le décalage entre les priorités de financement et les besoins des femmes, des jeunes filles et des personnes non conformes au genre qui défendent leurs propres communautés est flagrant.

Avec seulement 1% du financement mondial investi dans les organisations de défense des droits des femmes, les mouvements féministes ont réalisé des progrès incroyables en créant des changements durables avec des budgets très limités.<sup>3,4</sup> Les organisations formées par des leaders noires, indigènes et de genre non binaire ont historiquement renforcé le plaidoyer politique en dépit d'un accès limité ou qui n'ont pas accès aux ressources. Les femmes noires, les jeunes filles et les personnes transgenres<sup>5</sup> reçoivent moins de la moitié de 1 % de l'ensemble des dons des fondations dans le monde.<sup>6,7,8</sup> Dans l'ensemble, la plupart des organisations de défense des droits des femmes n'ont jamais reçu de financement sans restriction ou pluriannuel.<sup>9</sup>

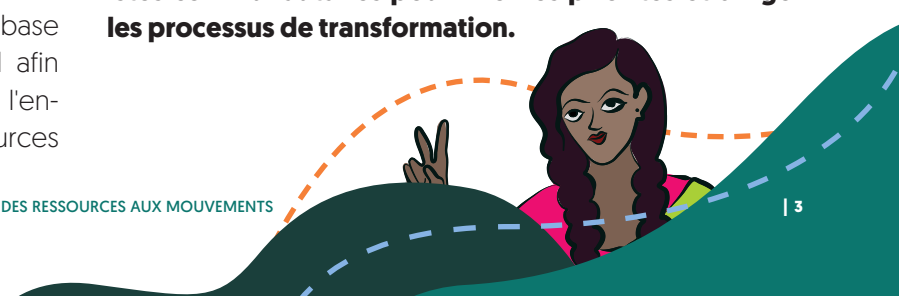
C'est là que nous intervenons. Grâce au Processus/cadre de redevabilité féministe [FAF], nous - un groupe de 30 groupes communautaires féministes et de jeunes d'Afrique, d'Asie-Pacifique et d'Amérique latine - remettons en question le déséquilibre actuel des pouvoirs dans le financement de l'égalité entre les genres. En 2021, le Forum Génération Égalité [GEF] a fait monter les enchères pour le financement des travaux sur la justice de genre en s'engageant sur cinq ans à «une valeur globale sans précédent de 40 milliards de dollars US».<sup>10</sup> En réponse, nous avons cocréé le FAF pour centrer les groupes de base et historiquement marginalisés dans le Sud global afin d'identifier et de suivre les besoins et les lacunes de l'engagement du GEF, et de plaider pour que les ressources

du GEF soient dirigées de manière flexible vers les organisations féministes et de jeunes.

Lors de la phase initiale, nous avons publié un rapport quantitatif contenant les commentaires de plus de 700 organisations féministes locales sur les défis posés par le financement du GEF en matière de clarté des données et d'obligation de rendre compte.<sup>11</sup> Les militantes de huit pays pilotes notamment le Brésil, le Guatemala, le Kenya, le Burkina Faso, le Cambodge, l'Inde, le Népal et Fidji<sup>12</sup> ont clairement indiqué que le chemin à parcourir est long pour que les responsables de l'engagement fassent passer le GEF des promesses à l'action pour les groupes communautaires.<sup>13</sup>

Alors que nous approchons de la fin de la première année de mise en œuvre du Cadre, nous proposons ce rapport actualisé avec de riches résultats qualitatifs pour amplifier les voix souvent inaudibles et négligées des organisations féministes de base dans les huit pays pilotes sur l'impact du financement du GEF. Les activistes féministes de base ont partagé leurs idées sur deux des six coalitions d'action : La violence basée sur le genre [GBV] et la Santé et les droits sexuels et reproductifs [SRHR]<sup>14</sup> - voir «Processus et participantes» pour les raisons de la sélection.

Les histoires présentées dans ce rapport nous aideront à combler les lacunes dans ce domaine et à informer les efforts de plaidoyer en faveur de ressources plus nombreuses et de meilleure qualité, construites à partir de la base. S'il y a une leçon à tirer de leurs histoires, c'est la suivante : **il faut faire confiance aux dirigeantes féministes communautaires pour fixer les priorités et diriger les processus de transformation.**



## II. Résultats Clés

Lancée en mars 2023, la FAF est dirigée par les communautés les plus touchées par l'inégalité entre les genres - les Noires, les autochtones et les personnes de couleur (BIPOC) ; les personnes opprimées de caste et de classe ; les jeunes et les adolescentes ; les femmes et les filles ; les personnes handicapées ; et les communautés non conformes au genre.

Les femmes, les jeunes filles et les personnes historiquement marginalisées des huit pays pilotes sont unies dans leurs expériences de navigation dans l'écosystème de financement actuel, malgré leurs contextes politiques et sociaux locaux uniques. Elles saisissent l'opportunité créée par le GEF pour influencer la manière dont ces engagements sont alloués directement à leurs communautés.

Les dirigeantes des mouvements de base et les actrices interrogées dans le cadre de ce rapport invitent les donatrices et les responsables à lancer un appel à l'action : **centrer les idées, les solutions et les rêves féministes dans les modèles de financement afin d'obtenir des résultats qui changent la donne en matière de justice entre les genres**. Les ressources doivent correspondre à la nature fluide et évolutive de l'organisation féministe transformatrice et de la construction de mouvements visant à créer un monde plus juste pour tous.

«**Nous avons besoin de mécanismes de financement qui soient non seulement inclusifs, mais aussi adaptables aux diverses réalités des groupes féministes au Brésil. L'approche unique est inefficace.**»

- Actrice féministe, Brésil

Les principales conclusions de ces histoires, décrites plus en détail ci-dessous, sont les suivantes

### La confiance alimente

#### les mouvements

Des ressources plus nombreuses et de meilleure qualité du point de vue local nécessitent une confiance accrue de la part des donatrices par le biais d'un financement à long terme sans restriction, d'un soutien au renforcement des capacités et d'une plus grande visibilité des organisations locales.

### Le contexte local est important

Les organisatrices féministes modifient souvent leurs stratégies sur le terrain en réponse à des climats politiques difficiles et à des normes sociales régressives, en particulier en ce qui concerne leur sécurité et leurs soins personnels ;

### Des lacunes dans le financement

#### intersectionnel

Il est nécessaire de mettre en place des stratégies de financement plus intersectionnelles et inclusives qui donnent la priorité aux communautés historiquement marginalisées et qui assouplissent les restrictions de financement pour les actrices de mouvements émergents tels que les groupes non enregistrés et les jeunes mouvements féministes ;

### Le pouvoir du nombre

Les alliances et la collaboration entre les donatrices et les partenaires du mouvement permettent de décloisonner les financements, de favoriser les possibilités d'apprentissage partagé et de renforcer le pouvoir collectif en accédant aux ressources pour un plus grand impact.

# III. Processus Et Participantes

« Il est important de demander des comptes aux bailleuses de fonds, aux gouvernements et aux entreprises privées, car si tout le monde n'est pas impliqué dans la création d'un monde plus égalitaire, la responsabilité incombera à nouveau aux ONG et aux OSC. Tant que ce changement n'aura pas eu lieu, nous ne pourrons pas progresser. Nous devons l'intégrer dans les programmes d'études. Nous devons inclure tout le monde. »

- Leader féministe en Inde

Nous adoptons une approche axée sur les données et ancrée dans la narration féministe pour aider les actrices féministes à identifier les écarts entre les 40 milliards de dollars US d'engagements déclarés et la réalité des besoins sur le terrain. Nous nous concentrons sur la découverte d'histoires concernant le financement de la GBV et de la SRHR parce que : a) ce sont deux des coalitions d'action les plus historiquement sous-financées d'après les enquêtes menées auprès de nos actrices communautaires dans les

huit pays pilotes ; b) la SRHR fait l'objet des engagements financiers les plus importants dans cinq des pays pilotes ;<sup>15</sup> et c) des données de financement pour ces deux questions existent dans la base de données de l'Organisation de coopération et de développement économiques [OCDE]<sup>16</sup>. Nous comparons ces résultats aux expériences vécues par les organisations et les actrices féministes afin d'identifier les lacunes dans la mise en œuvre du GEF et les progrès en matière de financement.

## QUELLES QUESTIONS AVONS-NOUS POSÉES ?

Les partenaires de la Redevabilité féministe vivent ou travaillent dans les pays pilotes. Leur connaissance approfondie des contextes locaux et leurs réseaux bien établis nous ont permis de recueillir des données réelles sur les façons nuancées et non quantifiables dont l'activisme et le leadership féministes fonctionnent dans les domaines de la GBV et de la SRHR. Dans les huit pays pilotes, nous avons exploré quatre questions clés liées à l'écosystème global de financement, y compris les ressources du GEF :

- **Comment l'argent circule-t-il au niveau local ?** - évaluer où et comment l'argent va aux organisations communautaires, en examinant par exemple l'efficacité et les difficultés des mécanismes de financement actuels.
- **Qui est laissé pour compte ?** - comprendre comment les groupes historiquement marginalisés sont exclus des décisions de financement et les conséquences qui en découlent pour les communautés qu'ils servent.
- **Comment les mouvements féministes parviennent-ils à s'adapter à un climat politique difficile ?** - l'exploration de l'impact de l'instabilité politique, des normes

sociales, des menaces et de la violence à l'encontre des mouvements féministes sur le financement et les objectifs organisationnels.

- **Comment les organisations féministes peuvent-elles accéder à davantage de ressources ?** - évaluer les processus et les mécanismes par lesquels les organisations féministes reçoivent des financements, en examinant par exemple les bailleuses de fonds qui soutiennent leur travail et en analysant les points communs ou les différences dans leur approche.

## QUI SONT LES INTERVENANTES ?

- Dans trois régions différentes, les conteuses provenaient d'organisations de la société civile (OSC), d'organisations non gouvernementales (ONG), d'organisations communautaires, de réseaux et de coalitions, de philanthropie, de communautés directement touchées par la GBV et la SRHR, et de responsables du GEF
- Les personnes interrogées travaillent principalement avec des femmes, des jeunes, des adolescentes et des filles, des travailleuses du sexe, des personnes handicapées, des groupes LGBTQIA+, des personnes issues de zones rurales et d'établissements informels, des agricultrices, des groupes religieux, des communautés dalits et des communautés noires, quilombolas et indigènes
- Au total, 61 entretiens ont été menés en Inde, au Népal, au Cambodge et à Fidji, 18 au Burkina Faso et au Kenya, et 35 au Brésil et au Guatemala.



## SÉCURITÉ ET DYNAMIQUE DU POUVOIR

Compte tenu des environnements difficiles et des sujets sensibles sur lesquels travaillent nos partenaires locales et les personnes interrogées, nous avons donné la priorité à leur sécurité au cours du processus d'entretien en adhérant à des protocoles stricts de confidentialité et d'anonymat. Les personnes interrogées ont été informées du processus de recherche et ont signé des formulaires de consentement à la divulgation de leurs récits anonymes. Nous avons omis les noms directs, les organisations et les titres des narratrices en les appelant « leaders féministes », « activistes », « organisatrices » et autres identifiants masqués dans ce rapport. Seules les personnes autorisées ont accès à leurs récits en raison de la nature sensible des entretiens et des contextes politiques complexes dans les pays concernés.

Nous nous sommes efforcées de diluer les dynamiques de pouvoir inhérentes au processus d'entretien en fournissant aux enquêteuses des techniques de questionnement non menaçantes et empathiques. Les personnes interrogées ont également été assurées que l'objectif principal du projet était de collecter des données impartiales et authentiques. Les personnes interrogées ont donné des réponses franches une fois qu'elles ont compris que les entretiens n'avaient pas pour but de critiquer les performances individuelles ou organisationnelles.

Les entretiens ont été menés dans la langue avec laquelle chaque personne interrogée se sentait le plus à l'aise : anglais, espagnol, portugais, français, népalais, hindi, swahili et khmer. Ces entretiens ont ensuite été traduits dans les langues utilisées pour la rédaction de ce rapport. La traduction s'est efforcée de rester aussi fidèle que possible aux histoires originales en respectant les mots, les significations, le contexte et les aspects culturels des récits oraux.

# IV. Les Récits Féministes Au Service Des Données Et De La Responsabilisation

## La confiance alimente les mouvements - Comment l'argent circule-t-il au niveau local ?

**L'approche descendante des donatrices contribue à une dynamique de pouvoir inégale qui traite les organisations féministes comme des bénéficiaires plutôt que comme des experts et des partenaires égaux.**

Des modèles de financement rigides et inaccessibles, dictés par les agendas des donatrices et ne tenant pas compte de l'avis des actrices du mouvement féministe, empêchent tout changement significatif au niveau local sur les questions essentielles de justice entre les hommes et les femmes.

Les activistes et les féministes qui travaillent au niveau local continuent d'appeler à une réforme urgente et honnête d'une approche descendante. Elles plaident en faveur d'un modèle de financement plus transparent et collaboratif qui réponde activement aux priorités des communautés et s'engage à supprimer les obstacles systémiques et structurels.

« Nous ne recevons pas de fonds pour expérimenter. Il devrait y avoir une certaine marge de manœuvre en cas d'échec. Que nous échouions, que nous trouvions une solution et que nous continuions. Ce projet devrait également être financé. »

– Actrice féministe travaillant dans le domaine de la SRHR en Inde

« La tendance est de se conformer à l'agenda des donatrices, mais certaines organisations ont plaidé en faveur d'un soutien plus large et spécifique au contexte pour les questions relatives aux femmes. L'instauration d'un climat de confiance et d'un dialogue politique avec les donatrices est un processus continu. »

– Animatrice de plaidoyer pour une organisation travaillant sur la GBV au Guatemala

« Le financement par projet prend fin, mais le problème que le projet cherchait à résoudre subsiste. La transformation de la plupart des problèmes de nos sociétés nécessite une vision sur 20 à 30 ans. »

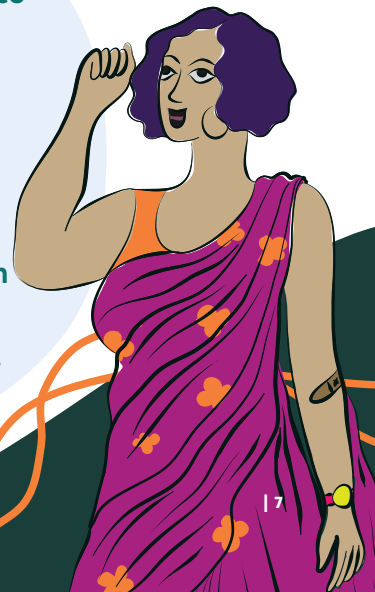
– Leader d'une organisation de défense des droits des femmes au Kenya

« Les objectifs des bailleuses de fonds et des donatrices correspondent-ils à ceux de nos organisations ? Nous voulons nous concentrer sur les résultats des bénéficiaires. Sont-elles en mesure d'obtenir ce que nous leur avons fourni ? Nous sommes également interrogées sur la manière dont nous utilisons nos fonds, par exemple « pourquoi achetons-nous ceci »... Les dépenses sont également limitées, si bien que nous devons parfois payer de notre poche lorsque nous partons en voyage d'affaires (sic.). »

– Coordinatrice d'un groupe de femmes non enregistré au Cambodge

« Nous savons que la dépendance à l'égard du financement uniquement ne nous conviendra pas. Nous avons besoin d'une approche autonome. Nous devons être en mesure de refuser parfois certains types de financement et d'avoir un certain pouvoir de négociation. »

– Co-responsable d'une ONG féministe travaillant sur la SRHR en Inde



**Les organisations et mouvements féministes de base - en particulier ceux dirigés par des communautés historiquement marginalisées - sont confrontés à d'importants problèmes d'accès au financement pour les programmes de lutte contre la GBV et la SRHR.** Les organisations qui ont réussi à obtenir des fonds disposaient déjà d'une capacité et d'une expertise dans la rédaction de propositions et la gestion des processus.

« Nous avons créé un club pour les jeunes filles handicapées afin de les sensibiliser au sujet de la SRHR. Comme il s'agissait de la SRHR, nous avons organisé des conférences éducatives sur la santé génésique sur une période de 2 ou 3 mois. Nous devons organiser d'autres conférences qui nous auraient permis de nous immerger dans les réalités existantes, mais nous n'avons pas les fonds nécessaires pour poursuivre l'activité. »

- Actrice féministe au sein d'une organisation de jeunesse axée sur les pays d'Afrique de l'Ouest

« Les organisations dirigées par des femmes au niveau local sont confrontées à des difficultés d'accès au financement. Le principal obstacle est la méconnaissance de toutes les donatrices qui soutiennent cette question. »

- Membre d'une organisation qui soutient les victimes de GBV au Népal

« L'impact que nous avons est qu'au Guatemala, de nombreuses femmes indigènes et jeunes intègrent de plus en plus les droits sexuels et reproductifs. Cependant, lorsqu'il s'agit de mettre l'accent sur la dépénalisation de l'avortement et le droit de décider, il n'y a eu que très peu d'opportunités de financement. »

- Membre d'une organisation impliquée dans les SRHR au Guatemala

« Le financement que nous recevons n'est pas lié à la violence sexiste [car] nous ne sommes pas [une] organisation axée sur les questions relatives aux femmes et à la GBV. Par conséquent, nous sommes souvent dans l'incapacité d'accéder aux fonds qui nous permettraient de travailler plus en profondeur dans les communautés [confrontées à la GBV] où nous avons gagné la confiance de la population. Les donatrices s'adressent souvent directement à ceux qu'ils connaissent. Il n'y a aucune tentative de faire appel à d'autres personnes qui travaillent dans ce domaine. »

- Leader d'une organisation de consolidation de la paix à Fidji





**Les groupes non enregistrés, les nouvelles organisations et les organisations à petit budget ont particulièrement du mal à faire face aux exigences rigoureuses en matière de diligence raisonnable et de déclaration en raison de leur capacité et de leur expertise limitées.** Les structures de financement traditionnelles, qui donnent la priorité aux organisations enregistrées et bien établies, empêchent les actrices émergentes du mouvement - en particulier les jeunes féministes - d'accroître leur budget et leur pouvoir d'organisation.

« Il nous est demandé d'avoir plusieurs années d'expérience dans la réalisation de projets et de programmes dans le domaine en question. Par conséquent, les nouvelles associations féministes n'ont pas les mêmes chances dans le processus d'acquisition de financements .»

- Responsable d'une organisation axée sur l'EJR au Burkina Faso

« Le processus d'enregistrement est contraire au fonctionnement des réseaux et des collectifs. Si certains réseaux et collectifs choisissent de se « formaliser », le travail s'en trouve également fortement affecté. Il s'agit d'un choix conscient que chacun continue à faire en ce qui concerne la manière dont nous allons financer le travail nécessaire pour réaliser l'égalité entre les générations. »

- Conseillère auprès d'organisations féministes en Inde

« Comme nous sommes de petites organisations avec peu d'infrastructures, ceux qui n'ont pas de financement finissent par s'épuiser à militer. La violence et les droits sexuels et génésiques sont deux domaines qui ont vraiment besoin de financement pour mener des projets, car il faut organiser des ateliers, produire du matériel, disposer d'un espace... sans quoi on n'obtient pas de résultats positifs. »

- Militante afro-brésilienne travaillant sur la santé des femmes au Brésil

« En fait, nous n'avons reçu aucun financement parce que nous ne savions pas que de tels fonds étaient alloués aux groupes de jeunes à Fidji. Si nous étions sensibilisés à ce sujet par le biais d'ateliers, nous pourrions contribuer à réduire la violence basée sur le genre. Mon groupe est très petit et seuls ceux qui sont enregistrés auprès du gouvernement reçoivent ces fonds. »

- Une jeune dirigeante qui travaille avec des communautés rurales à Fidji

« Je pense que les groupes marginalisés et vulnérables devraient avoir des critères différents parce que ces groupes sont petits et ont du mal à répondre aux exigences des donatrices. Lorsque ces groupes demandent un financement, les bailleuses de fonds et les donatrices les marginalisent déjà parce qu'elles ne sont pas en mesure de fournir ce que les donatrices veulent. Les donatrices ne les considèrent pas. »

- Actrice féministe au Cambodge

« La plupart des modèles de financement de la lutte contre la violence basée sur le genre sont voués à l'échec dès le départ. Trop d'obstacles, tels que des systèmes de demande rigides et des exigences ridicules, empêchent les féministes et les organisations de défense des droits de la femme travaillant au niveau local d'accéder aux financements. »

- Jeune militante féministe au Kenya

## Lacunes de financement intersectoriel - Qui est laissé pour compte ?

Les conclusions révèlent d'importantes lacunes en matière de financement, qui ne tiennent pas compte des besoins des communautés vivant à l'intersection de multiples formes de discrimination et d'oppression.<sup>17</sup>

« Les femmes noires sont engagées dans la philanthropie depuis qu'elles se sont réunies pour acheter la liberté de leurs compagnes. Le racisme structurel a un impact sur l'arrivée des ressources aux organisations noires qui sont considérées comme n'ayant pas d'antécédents dans le domaine de la philanthropie. L'argent a tendance à affluer vers les femmes blanches et leurs institutions féministes, mais le financement doit atteindre les femmes noires pour poursuivre la philanthropie noire. Les organisations blanches reçoivent des fonds importants pour mener à bien des projets avec des Noires, parfois d'une manière qui ne correspond pas à la réalité de ces organisations. »

– Organisatrice travaillant pour les femmes noires et autres femmes marginalisées au Brésil

« La difficulté réside dans le concept même d'intersectionnalité. Il n'y a pas assez de données pour prouver que les fonds parviennent réellement aux groupes marginaux. Il est important de veiller à nouer des relations avec des organisations et des mouvements représentatifs d'un groupe d'intérêt particulier. »

- Dirigeante féministe indienne axée sur l'Inde, le Bangladesh et la région africaine



**Dans les pays pilotes, les actrices féministes ont toutes souligné que le financement ne tenait pas compte des besoins spécifiques des communautés LGBTQIA+ et des professionnelles du sexe dans les programmes visant à répondre aux besoins en matière de SRHR.**

« En tant que femme transgenre, je pense que nos ressources sont diluées même lorsque les organisations internationales considèrent l'intersectionnalité. Nous nous heurtons à des résistances jusque dans la manière dont nous sommes appelées, mentionnées ou rendues visibles. [...] Bien qu'il y ait eu ces dernières années des ressources économiques pour travailler sur les droits sexuels et reproductifs, les populations LGBTQIA+ ont besoin de se renforcer. »

- Défenseuse des droits des personnes transgenres au Guatemala

« Nous sommes une petite organisation qui a démarré [il y a quelques années], il est donc difficile d'obtenir des fonds pour mettre en œuvre des projets ou des événements. En même temps, nous travaillons en étroite collaboration avec les travailleuses du sexe et nous sommes favorables à l'avortement. Si le gouvernement, la donatrice ou l'organisation ne correspond pas à nos valeurs et à ce que nous voulons, nous hésitons vraiment car cela ne correspond pas à nos valeurs. »

- Militante de la justice en matière de genre dans une ONG locale au Cambodge

« Les organisations qui travaillent à la protection et à l'avancement des droits des travailleurs du sexe ont besoin d'un financement qui soit non seulement flexible, mais aussi adapté aux réalités. »

- Activiste des travailleuses du sexe au Kenya

**Les Actrices féministes ont également reconnu la nécessité d'investir dans la prochaine génération de dirigeantes féministes afin de construire des mouvements durables et résistants.** En ce qui concerne le succès du financement du GEF, des groupes féministes chevronnés ont encouragé les bailleuses de fonds à libérer l'incroyable potentiel des jeunes féministes qui réalisent de grandes avancées grâce à des stratégies créatives, innovantes et audacieuses propres à leur génération.

« Comme nous sommes une organisation de jeunes, le principal défi reste la question des compétences. Beaucoup d'entre nous ne sont pas prêtes pour rédiger des projets, c'est pourquoi seules quelques membres le font. Le financement est également très compétitif. »

- Une jeune leader aborde les questions de la violence basée sur le genre et de la SRHR au Burkina Faso

« Le grand problème du mouvement féministe au Népal, tel que le GEF, est le fossé entre les féministes plus âgées et les féministes plus jeunes dans [la construction] d'un partenariat intergénérationnel. Les féministes âgées du Népal ont apporté de nombreuses contributions et nous les apprécions, mais elles ne partagent pas leurs connaissances. Nous pouvons travailler davantage sur l'engagement intergénérationnel. »

- Le GEF s'engage au Népal

« En tant que bénéficiaire d'une subvention et en tant que bailleuse de fonds, je sais que la réussite d'un financement repose sur un engagement significatif des jeunes. Nous ne pouvons pas parler d'égalité entre les générations si nous n'impliquons pas les jeunes de manière significative. Nous ne pourrions pas faire avancer les choses pour les jeunes tant qu'elles n'auront pas un siège à la table, mais aussi lorsque la table aura été préparée pour eux. Peut-être qu'il ne devrait pas y avoir de table du tout, peut-être que nous devrions nous asseoir par terre. »

- Responsable d'une organisation internationale travaillant avec des jeunes sur la GBV et la SRHR en Inde

« Pourquoi certains bailleuses de fonds continuent-elles à faire de la micro-gestion, à minimiser la capacité et à « dominer » les mouvements dirigés par des jeunes femmes ? Comment atteindrons-nous les objectifs ambitieux et les aspirations du Forum Génération Égalité si nous n'accordons pas une place centrale aux jeunes femmes dans la conception, l'exécution, le suivi, l'évaluation et les processus d'établissement de rapports. »

- Leader féministe travaillant dans un quartier informel au Kenya

« Il s'agit de faire participer les personnes qui sont passées à travers les mailles du filet. [...] Il s'agit de former une nouvelle génération de jeunes femmes pour qu'elles continuent à faire ce travail avec un champ d'action plus large, ancré dans le contexte local et motivé par les besoins de nos communautés. »

- Leader d'une organisation de consolidation de la paix à Fidji

## L'importance du contexte local - Comment les mouvements féministes parviennent-ils à s'adapter à un climat politique difficile ?

**Le rétrécissement des espaces pour l'activisme de la société civile, les environnements politiques conservateurs, l'opposition aux programmes féministes et les menaces contre les activistes influencent considérablement la façon dont les organisations féministes allouent et utilisent les fonds pour les programmes de lutte contre la GBV et la SRHR.** Les femmes défenseuses des droits de l'homme dans les pays pilotes ont fait état d'hostilités persistantes liées à des climats politiques conservateurs qui mettent directement leur vie en danger. Ces défis dépassent les dynamiques internes et sont également aggravés par les climats politiques externes, dans lesquels les gouvernements retiennent les financements et ciblent les organisations féministes qui défendent certaines causes.

« Grâce aux ressources reçues pour le renforcement institutionnel, notre groupe a pu accroître sa capacité à exercer une influence politique sur les questions liées à la GBV et à la SRHR, comme la tentative d'élaboration d'un projet de loi visant à prévenir la violence sexuelle à l'encontre des filles dans la région du Midwest brésilien. Toutefois, en raison de menaces, le projet n'a pas été poursuivi. »

- Activiste travaillant avec une organisation antiraciste au Brésil

« Nous constatons une augmentation du soutien au féminisme... mais aussi beaucoup de réactions négatives. La situation politique au Cambodge est délicate... nous devons faire très attention à la manière dont nous encadrons le travail féministe, car il peut être interprété à tort comme politiquement chargé, ce qui le rend dangereux pour nous. Nous devons également être prudentes, car les normes de genre et les normes sociétales restent problématiques, comme les croyances traditionnelles dans les zones rurales. »

- Leader d'une organisation de défense des droits des femmes au Cambodge

« Actuellement, en raison de l'instabilité politique, de la baisse de la croissance économique et de l'évolution du contexte social, une organisation féministe comme la nôtre est confrontée à de nombreux défis en termes d'obtention de fonds et de reconnaissance. Nous avons mis en place une stratégie visant à collaborer davantage avec les autorités locales de tous les districts afin d'intervenir davantage au niveau de la communauté, d'identifier nos problèmes au niveau communautaire et de développer des défenseuses locales pour faire entendre notre voix contre la violence basée sur le genre. »

- Une militante féministe dalit s'exprime contre la discrimination et la violence basée sur les castes au Népal

**Le financement joue donc un rôle crucial en aidant les actrices féministes à réagir face aux reculs sur des acquis durement gagnés et à assurer la sécurité des militantes.** Il s'agit notamment de mettre en œuvre des stratégies axées sur la diffusion numérique, l'engagement communautaire et le plaidoyer. Les féministes sont constamment confrontées à des obstacles politiques et bureaucratiques et à des idéologies conservatrices qui entravent les possibilités de financement. Les bailleuses de fonds doivent fournir un soutien flexible qui centre les soins et la protection sur les militantes et les défenseuses des droits de l'homme qui souffrent d'épuisement et de traumatismes dans les moments de crise où leur sécurité est menacée. La durabilité et le succès des mouvements dépendent du soutien apporté aux féministes pour qu'elles puissent développer des stratégies d'autosoins et de protection holistique.

« À plusieurs reprises, nous avons organisé des ateliers internes sur l'autogestion de la santé parce que nous étions malades. Il nous restait à construire ces deux ponts pour travailler sur la question de la violence psychologique en interne [au sein de notre personnel] et ensuite pour travailler sur d'autres formes de violence externe [auxquelles nos communautés sont confrontées]. Nous l'avions prévu, mais nous n'avons pas pu le développer parce que nous n'avons pu obtenir de soutien pour aucun projet. »

- Membre d'une organisation travaillant sur la race et le genre au Brésil

« Nous avons constaté un changement dans la sphère politique, mais nous devons être prudentes et penser à la sécurité du personnel et des défenseuses des droits humains dans différents domaines tels que la terre, la SRHR et le travail. Nous devons réorienter nos fonds pour nous concentrer sur les groupes qui ont besoin de notre soutien en fonction du contexte et de la situation du pays en termes de politique. »

- Leader d'une organisation de défense des droits des femmes dirigée par des jeunes au Cambodge

« Le contexte politique au Guatemala a affecté de nombreuses organisations cette année en perte de budget. Les fondations qui défendent les droits des femmes ont été affectées par la limitation des services psychologiques et juridiques. La situation politique a créé des difficultés pour soutenir les femmes. »

- Membre d'une organisation de recherche féministe au Guatemala



## **Le pouvoir du nombre - Comment les féministes peuvent-elles accéder à davantage de ressources ?**

**Les alliances permettent d'accéder à des fonds, en particulier pour les organisations de base situées dans des régions éloignées ou difficiles.** La participation à des réseaux est essentielle pour mettre en relation des organisations avec des donatrices intéressées par des efforts de collaboration. Il s'agit notamment de partenariats entre des organisations plus grandes et plus petites, des organisations plus récentes et plus expérimentées, des générations, des thèmes et des compétences variés, ainsi que des collaborations entre des réseaux légalement constitués et des collectifs informels. Par exemple, la mise en place de réseaux féministes solides permet souvent aux organisations d'accéder à des financements flexibles, quel que soit leur statut d'enregistrement. Elle renforce également le plaidoyer en vue d'instaurer la confiance des donatrices, ce qui se traduit par un financement mieux adapté aux besoins des organisations.

**« La capacité de l'organisation à s'engager auprès de diverses parties prenantes et à établir des collaborations fructueuses a joué un rôle essentiel dans le maintien de ses flux de financement. Elle souligne l'importance d'établir et d'entretenir des relations positives avec un large éventail de donatrices afin d'assurer le soutien financier des initiatives de l'organisation. »**

- Leader d'une organisation de lutte contre la violence liée au sexe au Népal

**« D'après notre expérience, en particulier dans le dernier consortium, il a fallu inclure des femmes autochtones, des femmes transgenres, des jeunes femmes et des sages-femmes. Une alliance s'est formée bien qu'elle n'ait pas les mêmes revendications spécifiques. Les premières années ont été consacrées à apprendre à se connaître et à aborder des questions telles que la stigmatisation des femmes transgenres ou autochtones par le biais de sessions de formation internes au consortium. Au fil du temps, une alliance fondée sur la diversité s'est créée, dans laquelle les organisations se soutiennent, s'accompagnent et se complètent. »**

- Chercheuse universitaire et coordinatrice au Guatemala

**« Nous formons toujours un consortium avec d'autres organisations qui travaillent dans le domaine de la SRHR ou du féminisme. Nous essayons de travailler en synergie d'action avec d'autres personnes qui adoptent les mêmes idées et qui peuvent avoir des compétences que nous n'avons pas en interne. »**

- Leader travaillant avec une association de jeunes au Burkina Faso

**Les personnes interrogées ont également souligné qu'il est impératif de rester conscient de la dynamique du pouvoir, même au sein des consortiums et des alliances.** Au Kenya, les actrices féministes ont mis en évidence une tendance croissante des bailleuses de fonds à exiger la participation d'un consortium sans financer de manière adéquate le processus de co-création d'un modèle dirigé par un consortium.

**« Après que les partenaires du consortium ont investi leur temps, leur énergie, leurs connaissances et leurs ressources dans la phase de co-création, seules une ou deux des candidates peuvent signer un accord avec la donatrice. Il s'agit d'une activité d'extraction et d'exploitation. »**

- Actrice féministe au Kenya

# V. Aperçu Thématique : Violence Basée Sur Le Genre

« Nous avons constaté que le financement pour la violence basée sur le genre a diminué au cours des 10 dernières années, en particulier pour les organisations dirigées par des femmes. »

- Leader d'une organisation féministe travaillant avec les femmes et les enfants au Cambodge

**La possibilité de vivre à l'abri de la violence est un droit humain fondamental.** La violence basée sur le genre se manifeste sous diverses formes et dans divers contextes, tels que le harcèlement sexuel, la violence domestique, la traite des êtres humains, le viol comme arme de guerre, le féminicide et les pratiques préjudiciables telles que le mariage des enfants, les mutilations génitales féminines et la dot. La question de la violence n'est pas ressentie de la même manière par toutes. La violence basée sur le genre touche de manière disproportionnée les personnes qui sont encore plus marginalisées en raison de leur race, de leur classe, de leur caste, de leur appartenance ethnique, de leur religion et d'autres identités qui s'entrecroisent.

**Les groupes communautaires qui font avancer les choses en matière de violence basée sur le genre s'attaquent aux problèmes fondamentaux de la violence basée sur le genre, tels que le démantèlement des systèmes patriarcaux et des normes sociétales, l'évolution des mentalités et l'application des protections juridiques.** Ils responsabilisent également les survivantes de la violence basée sur le genre par le biais d'une formation axée sur les compétences en matière d'indépendance financière. Les mouvements féministes - en particulier ceux dirigés par des survivantes de la violence - continuent de manquer de ressources pour lutter contre la violence enracinée dans les inégalités historiques et structurelles.

« Nous faisons beaucoup de prévention et de travail de service, y compris la formation, le renforcement des capacités, la sensibilisation et les campagnes, qui sont tous des projets à long terme. Notre objectif est à la fois de sensibiliser l'ensemble de la communauté et de faire en sorte que les survivantes sachent que nous sommes disponibles. Mais ce travail est intangible. Nous n'en voyons pas l'impact immédiat. Cela prend toute une vie et cela peut ne pas suffire. Nous ne sommes pas en mesure de négocier avec nos bailleuses de fonds parce qu'il y a beaucoup de pression pour présenter de gros chiffres. Nous ne pouvons pas avoir un exemple parfait de changement à chaque fois. »

- Leader d'une organisation féministe luttant contre la violence basée sur le genre en Inde



« Nous avons vécu une expérience dans une communauté où les femmes avaient peur de parler parce que les hommes les auraient agressées. Nous avons emmené les femmes hors de la communauté et nous sommes restées quatre jours dans un hôtel. Nous avons fait venir un psychologue et nous avons entendu les témoignages réels de cette agression [contre ces femmes]. Les psychothérapeutes peuvent travailler avec les femmes sur l'autonomie. »

- Militante d'un collectif de femmes noires au Brésil

« Le financement du GEF nous a permis de mener des campagnes de sensibilisation sur la violence sexiste, tant dans les zones urbaines que dans les zones rurales. Nous avons constaté un changement positif dans les attitudes et les comportements, ce qui a entraîné une diminution de la violence à l'égard des femmes. »

- Leader féministe travaillant sur la violence basée sur le genre et la SRHR au Burkina Faso

« Avant, je n'avais aucune source de revenus et je dépendais de mon mari pour tout. Mais aujourd'hui, je suis financièrement solide et je subviens à mes besoins. Je soutiens également ma famille et l'éducation de mes enfants. »

- Népalaise ayant survécu à la violence basée sur le genre

« Nos projets financés par le GEF se sont concentrés sur le soutien aux femmes dans des activités génératrices de revenus, telles que la transformation du beurre de karité et l'élevage de volailles. Cela a permis aux femmes de s'émanciper économiquement et d'améliorer leurs moyens de subsistance. Pour atteindre les communautés éloignées, nous explorons des méthodes innovantes telles que les unités mobiles de sensibilisation et les événements communautaires afin d'étendre notre impact. »

- Leader d'une association d'autonomisation économique des femmes au Burkina Faso

« Le financement de la lutte contre la violence basée sur le genre a été principalement axé sur la réaction rapide et le sauvetage des survivantes. Il est important de concentrer également le financement sur les mesures de prévention, la mise en œuvre des politiques et les initiatives de sensibilisation des communautés de base. »

- Leader d'une organisation communautaire au Kenya





# VI. Aperçu Thématique : Autonomie Corporelle Et Santé Et Droits Sexuels Et Reproductifs (SRHR)

« Nous avons eu l'impression qu'il y a eu une régression de 30 ans dans le domaine de la SRHR au cours des trois dernières périodes. La résistance aux normes internationales, telles que le consensus de Montevideo<sup>18</sup>, complique les conditions d'accès au financement. »

- Philanthrope féministe au Guatemala

## Nous avons toutes le droit de contrôler notre corps et notre sexualité et de prendre des décisions à leur sujet.

La santé et les droits sexuels et reproductifs (SRHR) sont un élément essentiel de la justice de genre - comme le montrent les mouvements féministes qui modifient la tendance mondiale à la libéralisation des lois sur l'avortement.<sup>19</sup>

« Les politiques régressives, les lois et les normes conservatrices qui garantissent les droits des populations LGBTQIA+ posent des problèmes. Des initiatives telles que la loi 5272, qui traite de la protection de la vie et de la famille, sont préoccupantes.<sup>20</sup> Elles continuent de pathologiser les identités trans, ce qui a un impact sur les droits sexuels et reproductifs des populations LGBTQIA+. Un aspect crucial est le manque de données solides pour documenter et systématiser tout ce qui a trait à la santé, ce qui est essentiel pour générer des indicateurs et faire avancer la recherche en profondeur sur chaque question. »

- Membre d'une organisation féministe au Guatemala

Les groupes féministes contestent activement la politisation de nos corps. **Les stratégies clés comprennent la lutte contre la stigmatisation culturelle et la discrimination fondée sur la sexualité et l'identité de genre, et la remise en question de la criminalisation du travail sur la santé et les droits sexuels.** Il s'agit notamment d'adopter une optique intersectionnelle qui répond aux besoins des personnes qui sont souvent méconnues par la société, tels que les travailleurs du sexe et les communautés LGBTQIA+. Les organisations communautaires intègrent également la SRHR dans des thèmes plus larges de prévention de la violence, malgré les contraintes de financement souvent influencées par les groupes anti-droits et la résistance du gouvernement aux normes internationales en matière de SRHR.

« Nous fournissons des services en matière de SRHR, de SGBV et de GBV. Nous créons différents protocoles pour que les hôpitaux disposent des compétences nécessaires pour travailler efficacement dans [ces] cas. Nous essayons de plaider en faveur de politiques d'intégration des personnes handicapées, telles que des services publics ou des initiatives plus faciles d'accès et plus sûres. »

- Mobilisatrice de ressources au sein d'une ONG au Cambodge

« Ce qui nous a amenées à faire ce travail, c'est une campagne de don de serviettes hygiéniques dans les écoles, qui a commencé lorsque nous avons trouvé une fille dans une école qui avait une infection parce qu'elle n'avait pas de serviette hygiénique [pour ses règles]. Plus tard, nous avons appris l'existence d'autres cas et nous avons compris que nous devons travailler plus intensément sur le sujet. [...] Nous avons touché plus de 600 adolescents et jeunes gens, et nous sommes passées par 21 municipalités de notre État. [...] Le financement est important car il nous a permis de nous rendre dans les municipalités et de parler aux jeunes. »

- Militante d'un collectif de femmes noires au Brésil

# VII. La Responsabilité Au-Delà Du Suivi Des Engagements

Génération Égalité existe dans un écosystème d'aide au développement et de philanthropie qui est influencée par les normes sociales, la politique et la culture. **C'est pour-quoi la redevabilité féministe ne peut pas exister exclusivement pour contrôler et suivre les engagements en matière de justice entre les genres. Il est tout aussi important que les actrices féministes remettent en question les injustices d'un système économique mondial qui crée la nécessité de ce processus en premier lieu.** La redevabilité féministe doit remettre en question les cadres juridiques et politiques dans lesquels ces engagements

sont mis en œuvre pour une viabilité à long terme. Grâce à cette approche, les mouvements féministes seront mieux équipés pour naviguer dans les environnements sociaux, politiques, culturels et juridiques difficiles qui affectent leurs stratégies d'organisation pour faire progresser la justice entre les sexes.

Les exemples suivants montrent comment les actrices de Génération Égalité et leurs engagements s'inscrivent dans une réalité sociale, politique et économique plus large qui a un impact direct sur le financement des femmes, des filles et des personnes non conformes au genre :

## ÉTUDE DE CAS : GUATEMALA

### Le manque de volonté politique des gouvernements entrave le respect des engagements du GEF

**Engagement pris :** Le gouvernement du Guatemala a pris un engagement « politique » axé sur la ratification et la mise en œuvre de la convention 189 de l'OIT sur les travailleuses domestiques.<sup>21</sup> Cet engagement vise à protéger les travailleuses domestiques, notamment en garantissant le respect du droit du travail. Cet engagement a été pris dans le cadre des deux coalitions d'action « Mouvements féministes et leadership » et « Justice et droits économiques ».

**Vue d'ensemble :** À ce jour, le gouvernement du Guatemala n'a toujours pas approuvé la convention 189 de l'OIT. Le Guatemala est l'un des trois pays au monde (avec le Honduras et le Salvador) à ne pas l'avoir approuvé. Il existe un décalage entre les engagements du GEF au niveau international - qui visent à renforcer le leadership et les droits économiques des femmes - et les réalités politiques sur le terrain.

**Financement de la société civile :** Au lieu de tenir compte de l'appel du GEF à mobiliser davantage de ressources pour la justice en matière de genre, le Guatemala a mis en œuvre une nouvelle loi qui limite l'accès au financement. La « loi sur les ONG », qui a été réformée par le décret 4-2020, est une réforme visant à imposer de nouveaux contrôles exécutifs sur les activités financières et administratives quotidiennes des organisations non gouvernementales dans le pays.<sup>22</sup> La loi a entraîné une diminution des ressources pour les organisations féministes et a eu un impact sur leur capacité à mettre en œuvre des projets - certaines d'entre elles ayant été contraintes de mettre fin à leurs activités. Cette réalité a été partagée à la fois lors des ateliers de consultation qui se sont tenus en personne en juillet 2023 et lors des groupes de discussion qui se sont tenus virtuellement en décembre 2023.

## ÉTUDE DE CAS 2 : BURKINA FASO

### Le soutien aux mouvements féministes ne suffit pas dans un contexte géopolitique plus large

La France a suspendu les ressources d'aide au développement du Burkina Faso en raison de son soutien au coup d'État militaire au Niger en 2023. Suite à cette sanction, le Burkina Faso a perdu environ 13 millions d'euros d'aide au développement pour des projets d'infrastructures sociales. Suite à la mobilisation de la société civile, la France a accepté de continuer à soutenir les organisations féministes par le biais d'une initiative appelée [« Fonds de soutien aux organisations féministes »].

Cependant, le financement des mouvements féministes n'existe pas dans le vide. Le montant estimé à 500 000 euros reçu par le Burkina Faso dans le cadre de cette initiative spécifique est dérisoire par rapport aux besoins réels des projets d'aide au développement dans le pays et dans la région du Sahel en général. En particulier, le Burkina Faso a besoin d'investissements plus importants dans les infrastructures sociales, telles que l'accès aux services de santé publique et l'éducation des femmes et des filles.

# VIII. Recommandations

« Dans l'ensemble, les organisations féministes ne détiennent qu'un très faible pourcentage du financement. Nous devons nous demander qui finance les organisations féministes et comment les bailleuses de fonds féministes collectent des fonds. »

- Leader d'une organisation féministe communautaire travaillant avec des communautés religieuses, de castes et tribales marginalisées en Inde

Le financement par le haut ne fonctionne pas. Les voix féministes de base du Sud affirment que les modèles de financement doivent changer - et vite. Les histoires que nous avons partagées dans ce rapport révèlent de riches couches de signification derrière le rapport avec des données quantitatives que nous avons précédemment partagées sur la façon de rendre le GEF plus responsable, plus inclusif et plus transparent.<sup>23</sup> Les principales recommandations formulées dans les différentes régions sont les suivantes :

**Fournir un financement sans condition par le biais d'un soutien financier flexible, de base et à long terme, directement au niveau local.**

Il faut plus qu'un cycle de subventions pour créer un changement social durable. **La souplesse des subventions permet aux organisations de décider de l'utilisation des fonds qu'il s'agisse de faire fonctionner leurs bureaux ou de se protéger contre les menaces.** Le soutien à long terme permet aux organisations féministes de se concentrer sur des objectifs à long terme tels que la recherche, la collecte de données pour des stratégies fondées sur des données probantes concernant des questions prioritaires pour le mouvement féministe, et l'innovation de nouvelles solutions.

« Pour soutenir [notre travail], il est nécessaire de couvrir les besoins de base (loyer, eau, électricité, nourriture). »

- Leader d'un réseau féministe communautaire au Brésil

« Le cycle de financement par projet d'une durée de 1 à 5 ans n'est pas viable et ressemble souvent à une réaction en dents de scie, ce qui ne laisse pas suffisamment de temps aux organisations pour analyser en profondeur le problème, aborder les questions systémiques et structurelles qui y sont liées et élaborer des solutions efficaces et durables. »

- Jeune leader travaillant dans une organisation de défense des droits des femmes au Kenya

« Nous devons rompre le cycle du financement de projets spécifiquement axés sur le changement transformationnel, car cela ne se produira jamais. [...] Les bailleuses de fonds doivent se demander ce qu'elles peuvent apprendre parce qu'elles arrivent avec un outil et demandent aux organisations de le mettre en œuvre sans se soucier des personnes concernées et du contexte dans lequel elles vivent. »

- Leader d'une organisation basée au Royaume-Uni qui travaille avec des jeunes sur la GBV et la SRHR en Inde

## Adopter des modèles de financement accessibles qui reconnaissent les différents niveaux de capacité des organisations et des mouvements féministes.

Les groupes féministes ont exprimé la nécessité pour les donatrices de créer des systèmes de financement plus accessibles aux organisations non formelles, aux groupes non enregistrés et aux petites entités décentralisées des grands centres régionaux. **Au sein de l'écosystème du GEF, on a souligné l'importance d'influencer les donatrices privées et les philanthropes pour qu'elles simplifient leurs processus de diligence raisonnable afin d'assurer l'inclusion des activistes de base qui sont le fer de lance du travail féministe dans les coalitions d'action.**

« Le processus est très complexe et compétitif. Nous mobilisons toutes les membres de l'association pour la rédaction de projets. Pour beaucoup d'entre elles, il n'y a souvent rien qui passe. Dans ce cas, nous travaillons avec nos propres fonds ou avec des contributions de bonne volonté. Les financements sont difficiles d'accès et souvent en anglais. »

- Leader féministe travaillant avec des femmes rurales au Burkina Faso

## Soutenir les fonds de femmes afin d'étendre la mobilisation locale des ressources aux communautés difficiles à atteindre pour des mouvements féministes plus forts et plus durables.

Les fonds féminins jouent un rôle important dans l'écosystème du financement en rendant les fonds plus accessibles aux groupes locaux plus petits et émergents, en fournissant des formations et des ressources essentielles et en collectant des fonds auprès de donatrices locales. **Les actrices féministes recommandent aux donatrices d'accorder la priorité au soutien des fonds pour les femmes qui peuvent investir dans les organisations dirigées par des femmes qui construisent et soutiennent leurs réseaux, y compris celles dirigées par des femmes rurales, des jeunes femmes et des artisans de la paix.**

« En tant que fonds de femmes, notre philosophie est axée sur la philanthropie communautaire. L'organisation utilise diverses stratégies pour collecter des fonds, dont une part importante est apportée volontairement par des donatrices nationales. Cette approche permet de protéger son travail du climat politique du pays, où les flux de fonds peuvent être influencés par les affiliations politiques. »

- Leader du mouvement féministe au Népal

« La plupart du temps, nous n'avons pas accès aux fonds qui nous permettraient d'approfondir notre travail au sein des communautés où nous avons établi un climat de confiance et où nous savons que nous pouvons faire un travail plus approfondi. [Les gouvernements] s'adressent directement à ceux qu'ils connaissent. Mais les fonds féminins aux Fidji ont contribué à combler le fossé des structures traditionnelles en matière de prise de décision et d'émancipation économique. »

- Leader d'une organisation de consolidation de la paix à Fidji

« Notre expérience de partenariat avec des bailleuses de fonds féministes nous a donné de l'espoir en tant que mouvement biologique dirigé par de jeunes femmes. Leur modèle de financement flexible nous a permis de renforcer les capacités de notre équipe et de soutenir notre processus d'élaboration de notre plan stratégique et de notre vision.. »

- Jeune leader féministe au Kenya

## Faire confiance aux féministes en tant qu'expertes pour définir leurs propres priorités et solutions en matière de changement social.

Face à la multiplication des attaques contre les femmes défenseuses des droits de l'homme, au rétrécissement des espaces d'activisme de la société civile et aux normes sociétales néfastes, les organisations de base et les organisations féministes savent comment aborder au mieux les questions essentielles de justice entre les sexes dans ces contextes politiques et sociaux difficiles. **Dans le contexte des engagements du GEF, les organisations féministes ne considèrent pas la plateforme du GEF comme un espace de solidarité.** Cela est particulièrement évident dans les cas où les donatrices privées et les organisations philanthropiques s'adressent rarement aux actrices de la société civile pour soutenir leur travail.

« Nous considérons la confiance comme le facteur le plus important. Nous voulons nous concentrer sur les donatrices qui ont une compréhension féministe parce que le processus de travail avec elles est fluide, que nous pouvons négocier et qu'elles comprennent beaucoup mieux notre contexte et nos conditions. »

- Leader féministe d'une organisation travaillant avec des jeunes femmes au Cambodge

« La flexibilité [des fonds] nous permet de ne pas perdre de temps et de mettre en œuvre [ce que nous voulons]. C'est ainsi que nous pouvons établir et consolider la confiance avec les communautés. »

- Leader d'une organisation de consolidation de la paix à Fidji

« Nous avons identifié des bailleuses de fonds qui nous permettent de répondre aux besoins de la communauté et qui ne sont pas uniquement motivées par leur propre agenda. Nous travaillons avec elles. Nous recherchons des bailleuses de fonds qui comprennent que l'impact et l'évaluation ne se limitent pas aux données quantitatives. »

- Leader d'une organisation travaillant dans le domaine de la SRHR en Inde

## Appliquer une optique intersectionnelle et favoriser la création d'alliances pour accroître le financement, la portée et le pouvoir des communautés.

Les actrices féministes ont réclamé des approches plus inclusives et intersectionnelles du financement, reconnaissant les défis uniques auxquels sont confrontés les groupes historiquement marginalisés au sein des mouvements féministes. **L'adoption d'une optique intersectionnelle pour les modèles de financement permet de décloisonner la façon dont les problèmes et les communautés sont perçus et de renforcer plus efficacement le pouvoir des communautés marginales.** Elles ont également appelé à renforcer la solidarité, la communication et la création d'alliances avec les donatrices et au sein des mouvements afin d'obtenir des ressources plus importantes et de meilleure qualité au niveau local. Les actrices féministes ont souligné le besoin général d'éducation et de sensibilisation des donateurs aux perspectives, approches et besoins féministes. Par exemple, les personnes interrogées au Népal ont souligné la nécessité de recueillir des connaissances à partir de la base en documentant des cas concrets et en partageant les meilleures pratiques au sein des réseaux, avec des donatrices potentielles et le gouvernement afin d'améliorer la visibilité des organisations.

« Il y a un manque de compréhension de ce que l'intersectionnalité signifie réellement dans la pratique, en particulier dans l'allocation des fonds. Il en résulte souvent que les mêmes groupes bénéficient d'un soutien alors que d'autres restent invisibles. »

- Militante féministe au Brésil

« Les alliances sont un point de départ pour trouver des points de réussite. Les organisations féministes ont amené les donatrices dans les communautés isolées, facilitant ainsi le financement dans des territoires auxquels elles n'ont généralement pas accès. »

- Membre d'un collectif féministe au Guatemala

« Nous ne devrions pas réinventer la roue, mais plutôt apprendre les unes des autres et de nos meilleures pratiques. Les bailleuses de fonds doivent nous mettre en relation avec d'autres bailleuses de fonds. Nous avons également été confrontées à des défis dans lesquels les bailleurs de fonds ont voulu contrôler nos actions. Les bailleuses de fonds devraient jouer un rôle plus important, mais il s'agit d'une ligne de démarcation délicate. »

- Leader d'une organisation féministe luttant contre la violence basée sur le genre en Inde

## Investir dans les données et les efforts conjoints en faveur de la transparence afin de mieux contrôler les engagements du GEF et d'autres mécanismes internationaux.

Les militantes féministes ont exprimé leur inquiétude quant à l'insuffisance des financements pour l'ensemble des engagements du GEF. **Dans les pays où le financement est limité, le consensus demeure que la structure d'engagement et le mécanisme de suivi du GEF sont denses, inaccessibles et opaques pour les féministes communautaires et les autres personnes qui visent la responsabilisation.** Les donatrices devraient non seulement accroître leur soutien financier global et leur engagement politique en faveur des mouvements féministes, mais aussi veiller à ce que ces améliorations ne se fassent pas au prix d'une réduction des engagements existants. L'un des moyens de responsabiliser les processus du GEF est d'améliorer et de renforcer les données sur les lieux et la manière dont l'argent est acheminé jusqu'aux communautés.<sup>24</sup> Les organisations de jeunes, les organisations de base et les organisations communautaires du Sud doivent également participer et diriger le processus avec les responsables du GEF.

Certaines personnes interrogées ont souligné le manque de transparence des défenseuses travaillant au sein des organisations et des actrices qui ont pris des engagements. **Les participantes ont indiqué que de nombreux défenseuses n'étaient pas au courant des engagements pris à un niveau plus élevé dans leurs propres organisations ou réseaux, et qu'elles ne voyaient pas non plus de réels changements dans leurs programmes, leurs financements ou leurs ressources.**

« Le [manque de connaissance des engagements] soulève des questions sur la clarté, le sérieux et la nature contraignante des engagements. Il souligne l'importance d'une communication et d'une transparence efficaces au sein des organisations qui prennent des engagements, afin que les membres soient bien informés et alignés sur les objectifs et les engagements communs. »

- Leader d'une organisation de défense des droits des personnes LGBTQIA+ au Népal

« Le mouvement des femmes noires doit s'interroger sur le fait qu'un programme aussi important que le [GEF] ne nous atteigne pas. Comment se fait-il que les femmes noires du Brésil ne savaient même pas que les fonds du Forum Génération Égalité existaient, alors que nous sommes un mouvement si expressif ? Nous devons contrôler, suivre, formuler nos demandes afin qu'elles ne se perdent pas et qu'elles ne deviennent pas des engagements qui resteront lettre morte. »

- Jeune leader d'une organisation dirigée par des Noires au Brésil

# IX. Conclusion

Imaginez à quoi ressemblerait notre monde si nous transférions le pouvoir et l'argent directement entre les mains des véritables artisans du changement - les mouvements féministes. L'urgence de la situation actuelle exige des solutions fondées sur la redevabilité féministe, car les militantes et les organisations sont confrontées à une répression, une violence et une oppression croissantes, ainsi qu'à un recul des acquis durement obtenus en matière de justice entre les genres dans le monde.

Les responsables des engagements doivent adopter une optique féministe dans l'allocation des ressources du GEF et nous montrer où va l'argent. Les groupes de féministes et de jeunes doivent avoir accès à des informations précises sur les engagements du GEF et savoir si cet argent atteint réellement leurs communautés.

L'équation pour combler le déficit de financement au niveau mondial est simple : les décideuses et les donatrices doivent faire confiance aux militantes féministes et collaborer avec elles. Les voix féministes peuvent nous aider à réécrire les règles du jeu en renforçant le pouvoir collectif des mouvements locaux pour la justice entre les genres qui jouent un rôle essentiel dans la lutte contre les injustices dans le monde entier. Ensemble, nous pouvons faire parvenir l'argent là où il est le plus nécessaire - aux féministes qui dirigent et envisagent notre avenir collectif vers le changement social.



## **PARTENAIRES DE LA REDEVABILITÉ FÉMINISTE ET AUTEURS DU CADRE DE RESPONSABILISATION**

Réseau de développement et de communication des femmes africaines (FEMNET)  
Articulação de Organizações de Mulheres Negras Brasileiras (AMNB)  
Association Asie-Pacifique Sud pour l'éducation de base et l'éducation des adultes (ASPBAE)  
Iniciativa Latinoamericana por los Datos abiertos (ILDA)  
ATHENA Network  
Batonga Foundation  
Criola  
Fòs Feminista  
Fundación de Acción Social e Integral Mujeres de Asfalto  
Genre et développement pour le Cambodge (GADC)  
Gender Mobile Initiative  
Girls for Climate Action  
Global Fund for Women  
Initiative Pananetugri pour le Bien-être de la Femme (IPBF)  
International Youth Alliance for Family Planning (IYAAP)  
Key Affected Population Health and LegalRights Alliance (KESWA)  
Nala Feminist Collective (Nalafem)  
Numun Fund  
Odara Instituto da Mulher Negra  
Réseau des femmes médiatrices du Pacifique  
Red de Salud de las Mujeres Latinoamericanas y del Caribe  
Revista Afirmativa - Coletivo de Mídia Negra e Feminista  
The Asian-Pacific Resource & Research Centre for Women (ARROW)  
The YP Foundation  
Women with Disabilities Development Foundation (WDDF)  
Young Feminist Europe

## **COMITÉ D'ORGANISATION**

Digital Grassroots, Equal Measures 2030, Fòs Feminista, Fridays for Future MAPA, Women's Environment & Development Organization (WEDO), The Asian-Pacific Resource & Research Centre for Women (ARROW)

Le Comité de Direction joue un rôle consultatif pour le Cadre de Redevabilité Féministe. Ses membres fournissent des orientations au groupe de travail de redevabilité féministe sur les questions politiques et stratégiques, mais il.e.s ne sont pas directement impliqués dans les efforts de collecte de données sur le terrain.

## **ANIMATION ET PARTENAIRES DE RESSOURCES**

Le Processus/cadre de redevabilité féministe est une initiative multipartite hébergée et facilitée par Global Fund for Women et financée par un groupe de partenaires engagées. Global Fund for Women a facilité une série d'espaces en ligne et en personne afin d'élaborer un cadre de responsabilisation qui reflète les priorités féministes ; il a créé des méthodologies et des outils pour collecter et analyser des données pour la responsabilisation ; il a soutenu le renforcement des capacités pour mettre en œuvre l'approche de redevabilité féministe conçue et les stratégies de plaidoyer ; et il a élaboré des plans de communication et de plaidoyer complets et réactifs.

**Traduction:** Jamii Linguistics

**Consultation en analyse:** Margaret Arsala

**Consultation en rédaction:** Sadaf Hasan

**Graphiste:** Amber Haynes



# Annexe sur la Redevabilité féministe

Cette annexe achève le rapport « Show Me the Money : Témoignages féministes sur le transfert du pouvoir et des ressources aux mouvements » en présentant l'analyse par le Processus/cadre de redevabilité féministe des données sur les engagements<sup>25</sup> financiers du GEF et des données de financement ultérieures de l'Organisation de coopération et de développement économiques [OECD]. Les données concernent la période 2021-2022 et se concentrent sur deux coalitions d'action mises en évidence dans le présent rapport : GBV et SRHR

## 1. RESSOURCES POUR LES MOUVEMENTS VISANT À METTRE FIN À LA VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE

### LA VISION DU GEF POUR RÉUSSIR D'ICI 2026

« Les progrès vers l'élimination de la violence sexiste contre les femmes et les filles [VAWG] dans toute leur diversité sont rapidement accélérés par une action mondiale à plus grande échelle centrée sur les survivantes. Les actions prioritaires comprennent la création d'environnements politiques, juridiques et de ressources favorables, l'intensification des programmes de prévention fondés sur des données probantes, le développement de services complets, accessibles et de qualité pour les survivants, ainsi que la possibilité pour les organisations autonomes de défense des droits des filles et des femmes d'exercer leur expertise et de s'en donner les moyens.»<sup>26</sup>

### À quoi ressemblent les engagements en matière de violence basée sur le genre dans le monde ?<sup>27</sup>

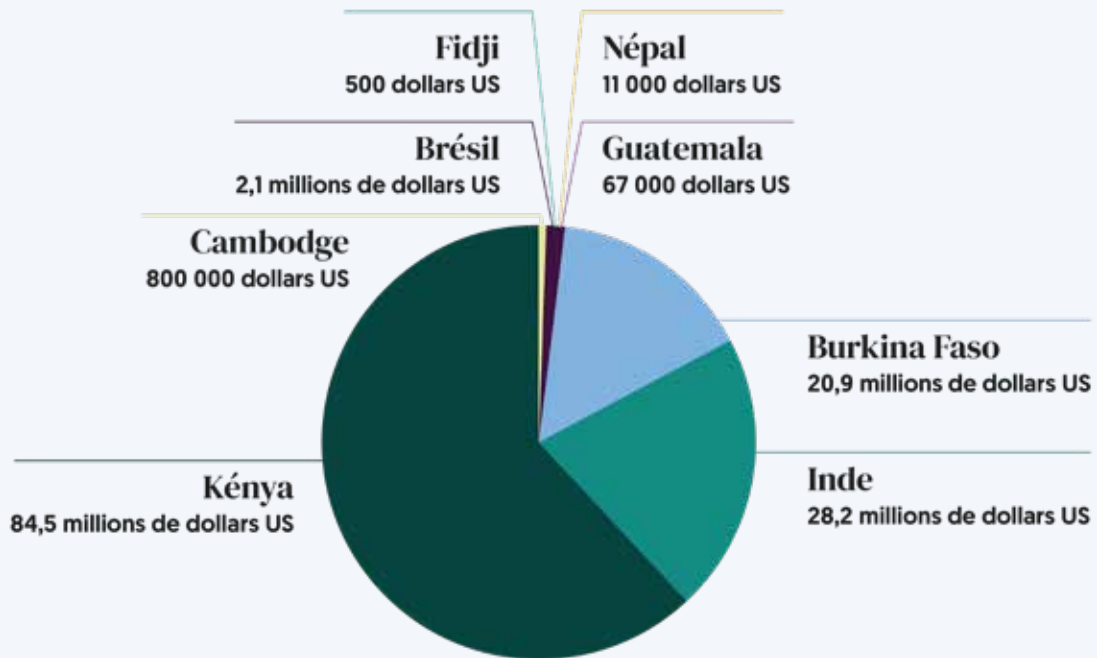
- Au niveau mondial, les engagements en faveur de la lutte contre la violence basée sur le genre dans le cadre du GEF sont les plus élevés de toutes les coalitions d'action-avec 829 des 2 868 engagements totaux [29%].
- Les engagements en matière de lutte contre la violence basée sur le genre s'élèvent à au moins 5,1 milliards de dollars US, dont 11 % ont été déclarés comme garantis [564 millions de dollars US], et la moitié du montant garanti a été dépensée à ce jour.
- Parmi les engagements financiers rapportés, 171 millions de dollars US ont été investis dans la société civile, 67 millions de dollars US dans les adolescentes et 1 million de dollars US dans les organisations dirigées par des jeunes.

- Seuls 5 % environ du total des fonds du DAC<sup>28</sup> de l'OCDE consacrés à la lutte contre la GBV sont alloués aux OSC dans les pays en développement.

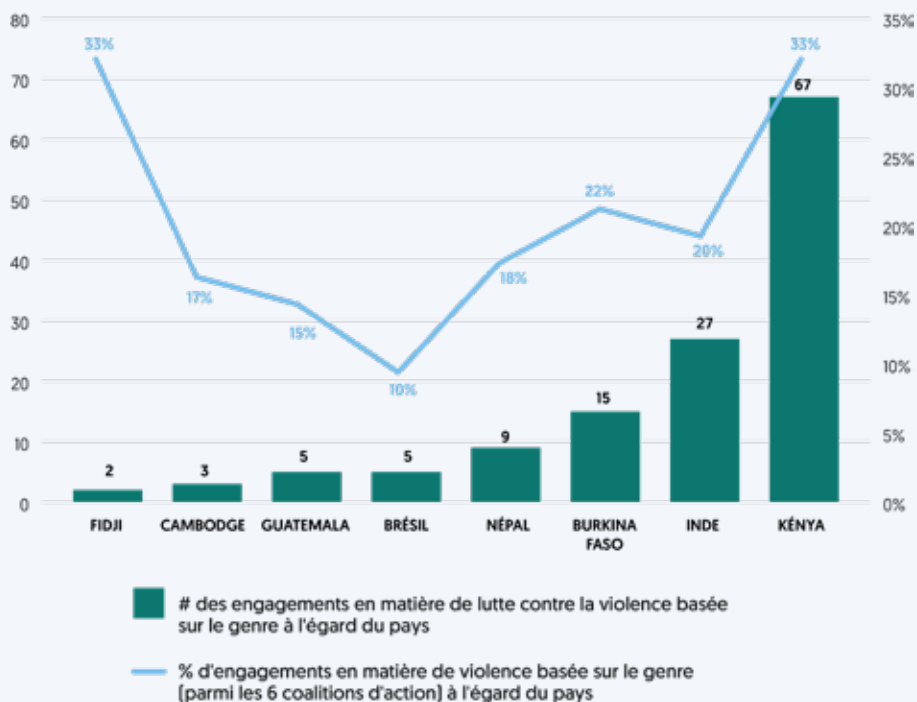
### Financement de la GBV dans les pays pilotes du FAF

-Dans les huit pays pilotes, notre analyse selon le Processus/cadre de redevabilité féministe montre que le financement et la priorité accordés à la GBV varient considérablement d'un pays à l'autre. Le montant total des engagements du GEF en faveur des organisations qui luttent contre la violence basée sur le genre dans ces pays s'élève à 136 millions de dollars US. Une majorité considérable [95 %] de ce financement est concentrée au Kenya [62 %], en Inde [21 %] et au Burkina Faso [15 %].

## GVB Funding Across Eight FAF Pilot Countries

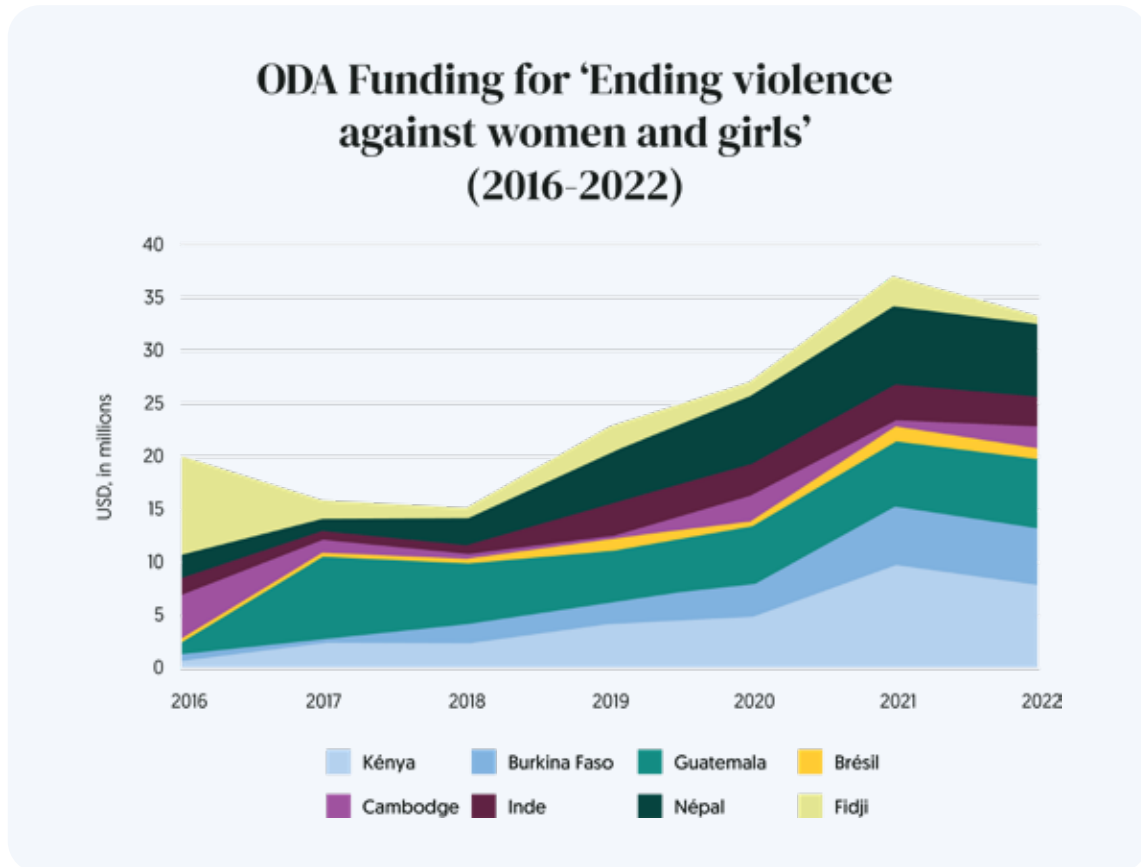


## GVB Commitments by Country



## Financement global de l'ODA par toutes les donatrices officielles de l'OCDE pour la lutte contre la violence basée sur le genre dans les pays pilotes du FAF<sup>29</sup>

Pour la période d'activité du GEF [2021-2023], les données sur l'ODA étaient disponibles pour 2021-2022 au moment de la rédaction du rapport. Parmi les huit pays pilotes, seuls le Burkina Faso, le Guatemala et le Cambodge ont connu de légères augmentations du financement de l'ODA pour « mettre fin à la violence contre les femmes et les filles (VAWG) » entre 2021 et 2022. Par ordre croissant, le Brésil, l'Inde, le Népal, les Fidji et le Kenya ont vu leur financement diminuer. Cette tendance à la baisse dans cinq des huit pays pilotes entre 2021 et 2022 est intéressante à noter compte tenu de la tendance à la hausse du financement dans les huit pays entre 2018 et 2021.



## II. FINANCEMENT DE LA SANTÉ ET DES DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS

### LA VISION DU GEF POUR RÉUSSIR D'ICI 2026

«D'ici 2026, toutes les personnes, en particulier les filles, les adolescents, les femmes, les personnes transgenres et non binaires dans toute leur diversité, sont habilitées à exercer leurs droits et leur santé et droits sexuels et reproductifs (SRHR) et à prendre des décisions autonomes concernant leur corps, sans coercition ni violence, ni discrimination. Les actions prioritaires comprennent l'extension de l'éducation sexuelle complète, de la contraception et des services d'avortement complets, l'augmentation de la prise de décision et de l'autonomie corporelle, et le renforcement des organisations féministes.»<sup>30</sup>

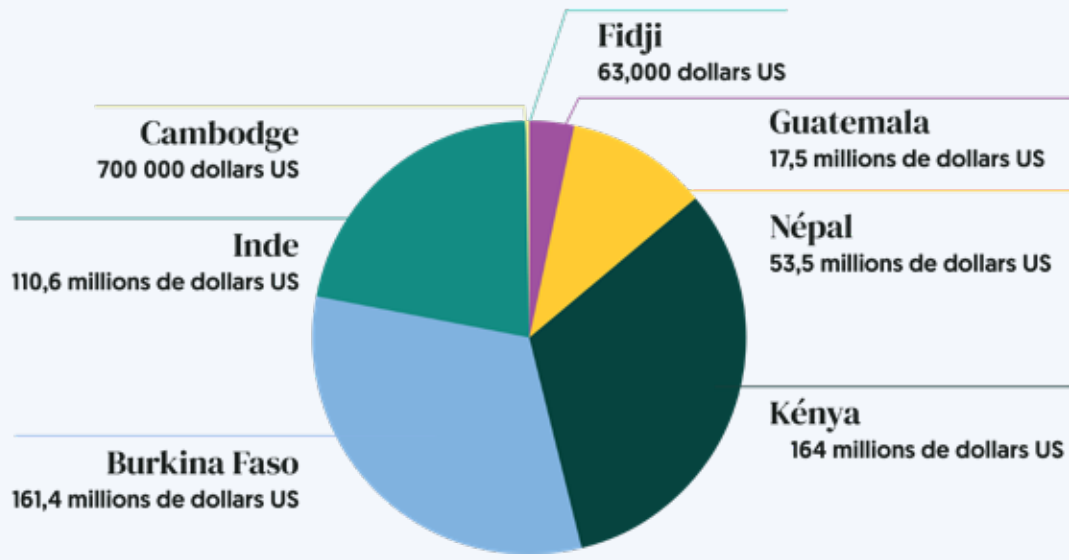
### Tableau mondial des engagements en matière de SRHR<sup>31</sup> :

- Au niveau mondial, les engagements en faveur de la SRHR représentent 421 des 2 868 engagements totaux (15 %).
- Les gouvernements et les organisations se sont engagés à verser 4,7 milliards de dollars US à cette coalition d'action, dont 2,3 milliards de dollars US représentent des financements nouveaux ou renforcés.
- Sur la base des rapports actuels, près des trois quarts (3,4 milliards de dollars US) ont été obtenus et il reste un écart de 1 milliard de dollars US.
- La majorité des engagements sont mis en œuvre en Afrique subsaharienne (57 %) et en Europe et en Amérique du Nord (52 %), tandis que 15 % ont une portée mondiale.
- Plus de six engagements déclarés en matière de SDRS sur dix sont axés sur le travail programmatique (65 %) et le plaidoyer (63 %), tandis que 44 % comportent un volet politique et 27 % un volet financier.

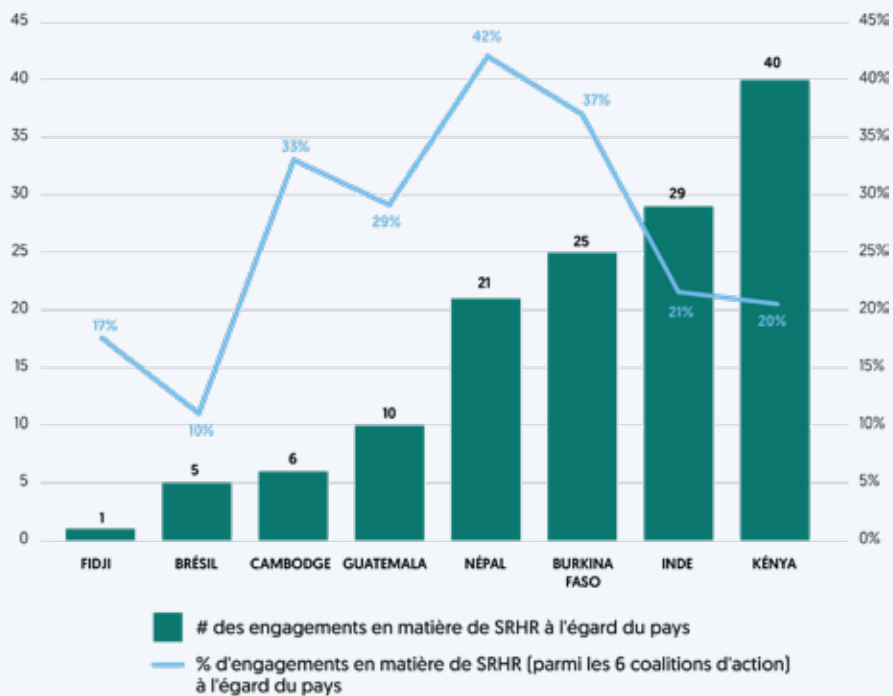
### À quoi ressemblent les engagements en matière de SRHR dans les pays pilotes du FAF ?

Contrairement à la coalition d'action contre la GBV, le financement de la santé et des droits sexuels et reproductifs (SRHR) par le GEF est plus présent dans les huit pays pilotes, avec un montant total de 508 millions de dollars. La majeure partie (86 %) de ce financement était destinée à trois pays : le Kenya (32,4 %), le Burkina Faso (31,7 %) et l'Inde (21,7 %).

## SRHR Funding Across Eight FAF Pilot Countries

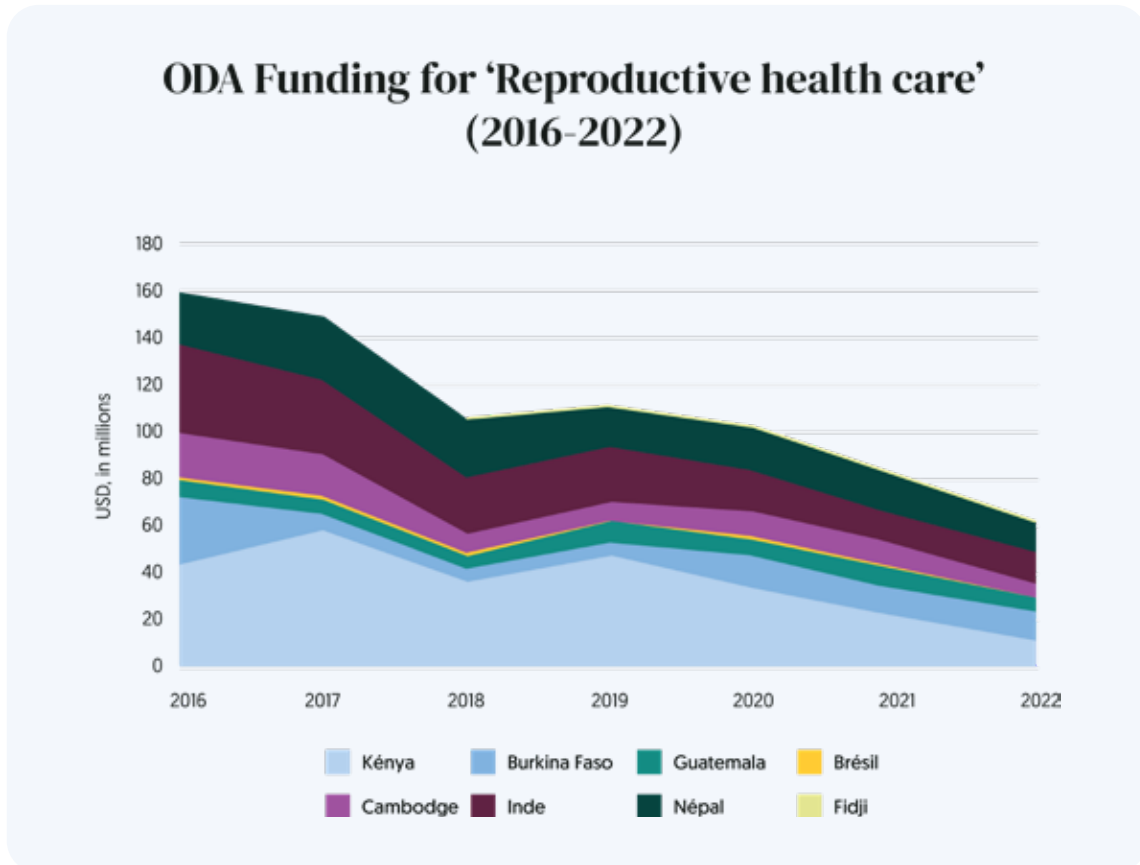


## SRHR Commitments by Country



## Financement global de l'OCDE par l'ensemble des donatrices officielles de l'OCDE pour la SRHR dans les pays pilotes du FAF<sup>32</sup>

Pour la période d'activité du GEF (2021-2023), les données sur l'ODA étaient disponibles pour 2021-2022 au moment de la rédaction du rapport. Parmi les huit pays pilotes, seuls le Burkina Faso et l'Inde ont connu de légères augmentations du financement de l'ODA pour les « soins de santé reproductive » entre 2021 et 2022. Les autres pays pilotes affichent des baisses plus significatives, le Kenya enregistrant la perte la plus importante. Toutefois, la tendance du financement dans cette catégorie est à la baisse depuis 2016 dans tous les pays, à l'exception d'une poussée de croissance entre 2018 et 2019.



### III. ENGAGEMENTS DU GEF ET HISTOIRES FÉMINISTES SUR LA GBV ET LA SDSR : UN REGARD AU NIVEAU DES PAYS

**Fidji :** Les personnes interrogées ont confirmé que le financement provenant des engagements du GEF est minime, ce qui révèle un manque de soutien financier pour les organisations communautaires. En raison de ces déficits de financement, de nombreuses organisations communautaires ont été contraintes d'autofinancer leurs initiatives. Aux Fidji, l'accent demeure sur l'égalité des sexes au sens large, plutôt que sur des initiatives spécifiques en matière de GBV ou de SRHR. Les défis à relever sont notamment les ressources limitées, les obstacles bureaucratiques et la nécessité de répondre aux critères stricts des donatrices. En outre, les groupes marginalisés, tels que les femmes en milieu rural et les minorités ethniques, sont victimes de discrimination dans l'accès au financement.

**Cambodge :** Les engagements du GEF dans le domaine de la violence basée sur le genre et de la SRHR au Cambodge sont parmi les plus faibles d'Asie, avec un total de 1,5 million de dollars US. La plupart des organisations féministes sont financées par des ONG internationales, des organisations philanthropiques et des bailleuses de fonds internationales. Bien qu'il existe un certain financement pour la prestation de services directs dans le pays, les organisations féministes ont du mal à obtenir un soutien adéquat. Les critères stricts et les charges administratives des donatrices limitent la flexibilité opérationnelle, ce qui a entraîné une diminution du financement de la lutte contre la violence basée sur le genre au cours de la dernière décennie. Les populations trans, intersexuées et LGBTQIA+ sont souvent exclues des initiatives de financement de la lutte contre la violence basée sur le genre. Les normes politiques et sociétales influencent l'attribution des fonds, obligeant les organisations à naviguer dans un environnement conservateur. Les groupes féministes ont fait état de résultats positifs fondés sur des modifications des politiques d'égalité des genres et une meilleure sensibilisation du public.

**Népal :** Le financement de la lutte contre la violence basée sur le genre est limité au Népal. En comparaison, il a bénéficié d'un soutien plus important en matière de SRHR (53 millions de dollars US). Malgré certains progrès, l'accès aux fonds reste un défi en raison d'obstacles bureaucratiques et de mentalités patriarcales. Le financement néglige souvent les communautés LGBTQIA+ et les femmes handicapées. Les organisations féministes népalaises mettent l'accent sur le réseautage et la transparence

pour sécuriser des sources de financement diversifiées et donner la priorité aux initiatives en faveur de l'égalité des genres.

**Inde :** Le pays reflète certains des montants les plus élevés de financement de la GBV et de la SRHR par le GEF en Asie, bien que des défis existent avec des subventions de soutien de base réduites et des financements étrangers restrictifs. Un financement accessible aux populations diverses et dans les différentes langues est nécessaire, en particulier pour les personnes handicapées, les travailleuses du sexe, les filles dalits et les personnes LGBTQI. L'intersectionnalité reste complexe. Les groupes féministes ont exprimé de l'incertitude concernant les réactions des bailleuses de fonds à l'application d'une perspective intersectionnelle. Les personnes interviewées ont également souligné le climat culturel de réglementation et de répression qui nuit au fonctionnement de ces organisations, ainsi que les sentiments anti-activistes persistants et l'hostilité envers les défenseuses des droits des femmes (WHRD) qui rendent le travail des organisations féministes non seulement difficile, mais dans certains cas dangereux.

**Guatemala :** Le Guatemala reçoit un financement négligeable pour la lutte contre la violence basée sur le genre, selon une analyse des données du GEF. En comparaison, le pays bénéficie d'un financement plus important dans le domaine de la SRHR. Cependant, les organisations féministes de base réfutent l'idée que le financement de la SRHR est adéquat, signalant que la majeure partie du financement de la SRHR dans le pays va à des groupes et des programmes anti-choix. Le financement provient principalement de fondations privées et d'organisations internationales, avec des donatrices modifiant leurs priorités au fil du temps. L'instabilité politique et la corruption créent des défis pour les organisations féministes qui évoluent dans le paysage du financement et de la politique. Les tendances des donatrices et les priorités de financement ont également évolué au fil des ans pour se concentrer davantage sur les communautés autochtones et les droits des LGBTQIA+, en plus des domaines de la SRHR et de la justice environnementale. Cependant, les bailleuses de fonds ont généralement déplacé leur attention vers ces communautés sans appliquer de perspective intersectionnelle qui examine les défis uniques de ces groupes.

**Brésil :** Le Brésil a plus d'engagements pour la violence basée sur le genre [2,1 millions US] que pour la SRHR [300 000 dollars US]. Cependant, les groupes noirs et autochtones rencontrent des défis pour accéder au financement. Les personnes interrogées ont appelé à des mécanismes de financement plus inclusifs et efficaces qui répondent véritablement aux besoins des divers groupes féministes, notamment compte tenu du contexte politique conservateur et de l'opposition aux agendas féministes. Les participantes ont mis en évidence les menaces et les violences contre les activistes comme des revers récents. Pour naviguer les normes existantes, les organisations féministes brésiliennes utilisent la sensibilisation numérique pour toucher un public plus large tout en maintenant des mesures de sécurité pour leurs activistes.

**Burkina Faso :** Le GEF a pris des engagements substantiels en faveur du Burkina Faso, totalisant 161,4 millions de dollars US pour la SRHR - la plus grande part du financement engagé par le GEF dans le pays - et un financement important pour la GBV, totalisant 21 millions de dollars US. Cependant, les groupes historiquement marginalisés, y compris les jeunes, les femmes rurales et les personnes LGBTQIA+, rencontrent d'importants défis pour accéder à ces ressources. Une concurrence intense pour des ressources limitées aggrave les difficultés d'accès à ces ressources. Les organisations féministes militent en faveur de mécanismes de financement plus accessibles, d'initiatives de renforcement des capacités et de soutien aux organisations de base et émergentes. L'allocation de fonds pour les programmes violence basée sur le genre et SRHR par les organisations féministes au Burkina Faso est déterminée par le climat politique et les normes sociétales. Malgré les obstacles, les organisations de défense des droits des femmes au Burkina Faso ont obtenu une visibilité et un soutien accrus, en mettant l'accent sur l'éducation et la sensibilisation pour combattre les pratiques néfastes tout en donnant la priorité aux protocoles de sécurité.

**Kenya :** Le Kenya a reçu le plus d'engagements du GEF parmi les pays africains, pour une valeur totale de 1,37 milliard de dollars US. Alors que le Kenya a le plus grand nombre et la plus grande valeur d'engagements en matière de GBV [84 millions de dollars US et 67 engagements, soit 33% de tous les engagements au Kenya] et de SRHR [164,6 millions de dollars US et 39 engagements, soit 20% de tous les engagements au Kenya] par rapport aux autres pays pilotes, aucune des deux coalitions d'action n'a reçu le plus grand nombre d'engagements financiers dans le pays [au lieu de cela, ce sont les « mouvements féministes et leadership » qui ont reçu le plus grand nombre d'engagements financiers au Kenya, avec environ 1 milliard de dollars US]. Malgré cela, les récits qualitatifs ont révélé que les défis clés des normes sociales patriarcales continuent de rendre difficiles l'identification et la prévention du féminicide au Kenya. Bien que l'ancien président du Kenya se soit engagé, lors du lancement du Forum Génération Égalité en juin 2021, à créer 47 refuges, il n'existe que trois refuges gérés par le gouvernement dans le pays. Vers la fin du mois de janvier 2024, des milliers de femmes et d'hommes ont manifesté à Nairobi et dans d'autres grandes villes du Kenya pour réclamer la fin du féminicide et de la violence à l'encontre des femmes et des filles.



## ENDNOTES

- 1 Fonds des Nations unies pour la population, [Adolescentes et jeunes : Un aperçu](#).
- 2 Ibid.
- 3 Seul 1 % [soit 690 millions de dollars US sur 53 milliards de dollars US] de l'aide axée sur le genre fournie par 30 pays membres de l'OCDE est parvenu aux organisations de défense des droits des femmes en moyenne en 2018-2019. Voir « [Le financement du développement en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes : A 2021 Snapshot](#) », Réseau du CAD de l'OCDE sur l'égalité des genres (Gendernet), avril 2021.
- 4 L'AWID a analysé les budgets des organisations féministes en utilisant la base de données des subventions de Global Fund for Women de 2015 à 2019. Près de la moitié (48 %) des organisations de défense des droits des femmes et des organisations féministes du Sud qui sollicitent un financement auprès de Global Fund for Women ont déclaré que leur budget pour l'exercice fiscal le plus récent était inférieur à 30 000 dollars US par an. Voir AWID, « [Where is the Money For Feminist Organizing \(Ou sont les fonds pour l'organisation féministe\)](#) », 2021, 12.
- 5 Rapport de Black Feminist Fund, [Where is the Money For Black Feminist Movements \(Ou sont les fonds pour les mouvements féministes\) ?](#), mars 2023, 8.
- 6 Le financement des organisations communautaires axées sur les communautés LGBTQIA+ est également en très mauvais état. Selon Astraea Lesbian Foundation for Justice, le budget médian des groupes LGBTQIA+ en 2017 n'était que de 11 713 USD et plus de la moitié des groupes trans avaient des budgets annuels inférieurs à 10 000 dollars US. Voir le rapport de l'AWID, [Où est l'argent pour une organisation féministe ?](#), 2021, 14.
- 7 Ibid.
- 8 Seuls 5 pour cent de l'ensemble des fonds consacrés aux droits de l'homme dans le monde soutiennent les peuples autochtones. Voir Alliance Magazine, [Les Fonds dirigés par des autochtones peuvent être une solution à l'inégalité de la philanthropie](#), mai 2021.
- 9 Le Bridgespan Group, [Lighting the Way: A Report for Philanthropy on the Power and Promise of Feminist Movements \[Éclairer la voie : Un rapport pour la philanthropie sur le pouvoir et la promesse des mouvements féministes\]](#), 12 avril 2022, 4.
- 10 [Site officiel du Forum Génération Égalité](#).
- 11 Global Fund for Women, Redevabilité féministe : Révéler l'impact de Génération Égalité pour les mouvements féministes, septembre 2023.
- 12 Nous avons sélectionné huit pays pilotes en veillant à assurer une représentation géographique dans les trois régions, à répondre aux opportunités politiques actuelles, à accéder aux partenaires par l'intermédiaire des groupes membres de la FAF et à aligner un mélange de valeurs globales et de nombres d'engagements du GEF.
- 13 Plus de 700 organisations communautaires féministes dans les huit pays pilotes ont évalué la pertinence, la transparence et l'accessibilité des engagements du GEF, identifié les écarts entre les besoins et les engagements, et déterminé dans quelle mesure le GEF est aligné sur les besoins des mouvements féministes au niveau national dans une perspective communautaire. Voir Global Fund for Women, Redevabilité féministe : Révéler l'impact de Génération Égalité pour les mouvements féministes, septembre 2023.
- 14 Les coalitions d'action sont des partenariats mondiaux multipartites qui s'engagent à réaliser des progrès mesurables dans des domaines essentiels de l'égalité entre les genres. Les six coalitions d'action sont les suivantes : 1) La violence basée sur le genre, 2) La justice et les droits économiques, 3) L'autonomie corporelle et la santé et les droits sexuels et reproductifs (SRHR), 4) L'action féministe pour la justice climatique, 5) La technologie et l'innovation pour l'égalité des genres, 6) Les mouvements et le leadership féministes. Voir le rapport du Forum Génération Égalité, [Coalitions d'action : Un plan d'accélération mondial pour l'égalité entre les genres](#), 30 mars 2021. Compte tenu des liens entre la GBV et la SRHR, des groupes féministes travaillant sur les mouvements et le leadership féministes (FML) ont également été interrogés, en particulier au Népal.
- 15 Sur l'ensemble des 6 coalitions d'action, c'est au Burkina Faso, au Guatemala, en Inde, au Népal et aux Fidji que les engagements financiers en faveur de la SRHR ont été les plus importants. Au Kenya, la SRHR a reçu le deuxième montant d'engagements financiers [après les mouvements féministes et le leadership] parmi les six coalitions d'action.
- 16 L'OCDE est une organisation intergouvernementale qui favorise l'élaboration de politiques et la coordination entre 35 pays membres afin de promouvoir le bien-être économique et social à l'échelle mondiale. Nous utilisons les données de l'Aide publique au développement (ODA) de toutes les donatrices officielles de l'OCDE. L'ODA est définie comme « l'aide gouvernementale qui promeut et cible spécifiquement le développement économique et le bien-être des pays en développement... Les données relatives à l'ODA sont collectées, vérifiées et rendues publiques par l'OCDE ». Voir l'Annexe sur la Redevabilité féministe pour notre analyse du financement de l'ODA dans les pays pilotes pour la GBV et la SRHR.
- 17 Le concept d'[intersectionnalité](#) est ancré dans l'Activisme féministe noir et explique comment de multiples formes de discrimination, telles que la race, le sexe, la classe, la capacité et d'autres identités superposées peuvent se croiser pour créer une forme unique d'oppression.
- 18 Le [consensus de Montevideo](#) est un accord intergouvernemental sur la population et le développement dans le monde qui intègre une série de mesures visant à garantir les droits de l'homme, en particulier les droits sexuels et reproductifs. Le Guatemala ne dispose pas d'un mécanisme garantissant la participation de la société civile au suivi et à la mise en œuvre de l'accord.
- 19 Alors que l'accès à l'avortement a été restreint aux États-Unis, les tendances mondiales montrent que les mouvements féministes ont réussi à faire adopter des lois moins restrictives sur le droit à l'avortement dans près de 60 pays. Voir Global Fund for Women, [Année de la justice pour les femmes](#), 2022.
- 20 La « [loi sur la vie et la protection](#) » [loi 5272] criminalise les fausses couches et impose des peines de prison à toute personne qui « promeut ou facilite l'accès à l'avortement ». Elle interdit aussi expressément le mariage entre personnes du même sexe ainsi que l'enseignement de l'égalité des genres dans les écoles, et proscrie les poursuites à l'encontre de personnes ou de groupes pour discrimination à l'égard d'autres personnes en raison de leur orientation sexuelle.
- 21 La convention 189 de l'Organisation internationale du travail (OIT) a établi les premières normes mondiales pour les travailleurs domestiques, notamment des jours de congé hebdomadaires, des limites aux heures de travail, la couverture du salaire minimum, la compensation des heures supplémentaires, la sécurité sociale et des informations claires sur les conditions d'emploi des employeurs. Les nouvelles normes obligent les gouvernements qui les ratifient à protéger les travailleurs domestiques contre la violence et les abus, à réglementer les agences d'emploi privées qui recrutent et emploient des travailleuses domestiques, et à empêcher le travail des enfants dans les emplois domestiques. Voir Human Rights Watch, « [La convention de l'OIT sur les travailleuses domestiques : De nouvelles normes pour lutter contre la discrimination, l'exploitation et les abus](#) », 2014, 3.
- 22 Adrianna Beltrán, Q&R : La loi controversée sur les ONG au Guatemala, WOLA, mars 19, 2020.
- 23 Les recommandations portent notamment sur l'octroi d'un financement flexible à long terme aux groupes féministes et de jeunes de la base, l'alignement des engagements du GEF sur les besoins locaux, la mise en place d'une communication claire et accessible sur les engagements du GEF dans différentes langues, l'investissement dans des mécanismes de responsabilité transparents pour suivre les progrès des pays, l'implication des communautés et des mouvements de base pour des décisions de financement plus inclusives et la responsabilisation des responsables des engagements du GEF en matière de rapports sur les progrès réalisés. Voir Global Fund for Women, Redevabilité féministe : Révéler l'impact de l'égalité des générations pour les mouvements féministes, septembre 2023.
- 24 Notre rapport sur la Redevabilité féministe d'août 2022 a analysé les engagements pris à l'égard des pays pilotes, classés en fonction du montant des fonds alloués à chaque Coalition d'action et du nombre d'engagements pris par les différents groupes de personnes ayant pris des engagements pour chaque Coalition d'action. Plus récemment, nous avons mis à jour notre analyse sur la base des informations publiées par Génération Égalité lors du Moment intermédiaire de septembre 2023. Voir l'annexe sur la redevabilité féministe. En raison des modifications apportées aux catégories de données pour 2023 dans le tableau de bord des engagements du GEF, les données relatives à la mise en œuvre au niveau des pays ne sont plus disponibles et

l'analyse actualisée de la Redevabilité féministe fournie à la fin du présent rapport est basée sur la disponibilité de données au niveau régional.

25 L'analyse a été réalisée à l'aide de l'ensemble des données relatives aux engagements du GEF publiées dans le tableau de bord du GEF.

26 [Rapport de responsabilisation Génération Égalité 2023](#)

27 Ibid.

28 Le Comité d'aide au développement (DAC) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), est un forum de discussion sur les questions relatives à l'aide, au développement et à la réduction de la pauvreté dans les pays en développement. [voir [DAC de l'OCDE](#)] Il se décrit comme « le lieu et la voix » des principaux pays donateurs du monde. [voir « [Le DAC en dates : L'histoire du Comité d'aide au développement de l'OCDE](#) », 2006, 6.]

29 [OCDE.Stat](#) [Donatrice : « Donatrice officielle, total » ; Flux : « Aide publique au développement » ; Canal : « Tous les canaux » ; Type de flux : « décaissements bruts » ; Type de montant : « prix constants » ; Type d'aide : « Tous les types, total » ; Secteur : « 15180 : Mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles »] Ces données ne seront plus sur cette plateforme après mars 2024 et devraient être trouvées sur l'[Explorateur de données de l'OCDE](#)

30 [Rapport de responsabilisation Génération Égalité 2023](#)

31 Ibid.

32 [OCDE.Stat](#). [Donatrice : « Donatrices officielles, Total » ; Flux : « Aide publique au développement » ; Canal : « Tous les canaux » ; Type de flux : « décaissements bruts » ; Type de montant : « Prix constants » ; Type d'aide : « Tous les types, Total » ; Secteur : « 13020 : Santé reproductive »]. Ces données ne seront plus disponibles sur cette plateforme après mars 2024 et devraient être trouvées sur l'[Explorateur de données de l'OCDE](#)